Nations Unies A/64/367

Assemblée générale

Distr. générale
24 septembre 2009
Français
Original : espagnol

Soixante-quatrième session
Points 96 h) et o) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet : mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional

Relation entre le désarmement et le développement

Lettre datée du 17 septembre 2009, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre adressée par le Président de la République du Pérou, M. Alan García Pérez, aux ministres des affaires étrangères et de la défense, à l'occasion de leur participation à la Réunion de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), qui s'est tenue à Quito (Équateur) le 15 septembre 2009 (voir annexe).

Je vous saurai gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre des points 96 h) et o) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Gonzalo Gutiérrez **Reinel**

09-52348 (F) 290909 290909

Merci de recycler

Annexe à la lettre datée du 17 septembre 2009 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies

Année de l'unité nationale face à la crise venue de l'extérieur

Lima, le 14 septembre 2009

L'Union des nations sud-américaines (UNASUR) doit se renforcer moyennant des questions et des actes concrets qui la légitiment aux yeux du peuple de notre continent et lui permettent ainsi d'atteindre ses objectifs en matière de consolidation de la paix, de développement et de réduction de la pauvreté.

Aujourd'hui, une question urgente et essentielle permettrait d'atteindre ces objectifs : il s'agit de freiner la course aux armements moyennant un mécanisme de transparence et de confiance et l'engagement de tous les signataires d'un pacte de non-agression militaire reconnaissant en l'UNASUR une instance supérieure garantissant collectivement la réalisation de ces objectifs. Il ne fait aucun doute que nos pays constitueront un jour une force de paix et d'interposition qui prévienne tout conflit militaire entre nous et garantisse le retour à la situation antérieure à toute action militaire, sans attendre l'autorité d'institutions extérieures à l'Amérique du Sud. Mais ce noble objectif, ainsi que la création progressive d'une force de défense sud-américaine capable de contrer toute menace territoriale venue de l'extérieur, constitueront les grandes questions de notre proche avenir.

Cependant, nous disposons déjà du Conseil sud-américain de défense, chargé de superviser nos accords de coopération avec des puissances étrangères, qui ne pourront en aucun cas être utilisés, par des moyens technologiques ou stratégiques, pour agresser un autre pays de la région. La mesure la plus importante qu'il doit prendre d'urgence est d'assurer la transparence et l'homologation des dépenses militaires et des achats de ressources et de technologies nouvelles. En effet, nos secrets mutuels ne profitent qu'aux grands marchands d'armes et à leurs intermédiaires corrupteurs. C'est pourquoi, pour éviter une course aux armements, pour renforcer l'intégration par la confiance et pour consacrer la majeure partie de nos ressources à la réduction de la pauvreté et des inégalités considérables qui existent entre les groupes sociaux de nos pays, le Pérou propose que le Conseil sud-américain de défense étudie le cas de chacun de nos pays, rende publics les montants des dépenses militaires consacrées à l'entretien d'installations et de troupes, et assure la transparence des nouveaux achats. Nous devons jouer cartes sur table, sans quoi, ni l'UNASUR, avec ses cinq années d'existence, ni le Conseil sud-américain de défense, n'auront guère d'utilité.

En effet, au cours des cinq années qui ont suivi la création de l'UNASUR, nos pays ont dépensé à des fins militaires, 156 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent des crédits budgétaires d'un montant approximatif de 23 milliards de dollars destinés à de nouvelles acquisitions d'armes, de canons, d'avions et de navires. Nos forces armées – officiers, hommes de troupe, services de renseignement et activités connexes – comptent un million et demi de personnes environ. C'est pourquoi les dépenses militaires ont atteint 26,9 milliards de dollars en 2005, 29 milliards en 2006, 32 milliards en 2007 et 34 milliards en 2008, et pourraient atteindre 38 milliards de dollars cette année. Il faut mettre fin à cette situation absurde.

Il importe de savoir que, si nous nous étions abstenus de dépenser 23 milliards de dollars en armes nouvelles et si nous avions réduit de seulement 15 % le montant des dépenses consacrées au cours de ces cinq années à des opérations ordinaires et à l'entretien des troupes et des ressources, nous aurions pu, disposer de fonds suffisants pour sortir de la pauvreté pas moins de 30 millions de Sud-Américains, sachant que nous leur aurions destiné, au cours de cette période, quelque 40 milliards de dollars.

Si l'UNASUR et le Conseil sud-américain de défense ne servent pas cette cause, le peuple de notre continent se demandera à quoi ils peuvent bien servir…

Car le plus grave est que cette situation tend à empirer. Nous avons certes des différences idéologiques et n'avons toujours pas réglé certains différends et revendications historiques. Mais rien de tout cela ne saurait nous mener par déraison à la guerre. La solution passe obligatoirement par un engagement à appliquer un pacte de non-agression militaire, par une décision faisant de l'UNASUR une force d'interposition, et par la création d'une force de défense sud-américaine contre les menaces territoriales extérieures. En outre, nous devons concilier nos différences idéologiques avec le respect de la souveraineté de chacun de nos pays, et avec les procédures pacifiques et juridiques de règlement des litiges, que nous adoptons déjà.

Si nous n'agissons pas immédiatement, nous aurons dépensé, au cours des cinq années à venir, comme le prédisent les médias et les organismes mondiaux, 35 milliards de plus pour l'achat de nouveaux engins et augmenté nos dépenses d'entretien de plus de 200 milliards de dollars. En outre, il se pourrait for bien que 11 sous-marins classiques et 1 sous-marin atomique, 67 avions de guerre et 135 hélicoptères de combat, 350 blindés, 20 systèmes de missiles et 15 radars polyvalents aient déjà été achetés au cours des trois prochaines années. C'est donc à juste titre que le peuple sud-américain refusera que nous continuions de parler d'intégration alors que nos pays s'arment les uns contre les autres ou pour renforcer leur capacité de coercition interne.

La réunion de Quito revêtira une importance historique capitale pour garantir la confiance, la paix et l'intégration, et faire de notre Amérique du Sud un territoire exempt d'armes nucléaires. Le continent compte sur vous et sur la maturité de l'UNASUR.

Alan **García**
Président du Pérou